

EuForNews ^{2003/2}

Sede: I-00165 Roma, via Aurelia 476 • E-mail: fpajer@lasalle.org
fax 39 066638821 • phone 39 06665231/0666523305

? Dreimonatliche Zeitschrift des
Europäischen Forums für den RU
? Notiziario trimestrale del Forum
europeo per l'insegnamento della religione
? Quarterly newsletter of the European
forum for the teaching of religion

**THE LEGAL TREATMENT OF ISLAMIC MINORITIES IN EUROPE – THE CASE OF THE
RELIGIOUS EDUCATION IN THE PUBLIC SCHOOLS:**

BELGIQUE p.2 – **ESPAGNE** p.3 – **FRANCE** p.4 – **GERMANY** p.5 – **ITALY** p.7 – **NETHERLANDS** p.8
PORTUGAL p. 8 – **ROMANIA** p.10 – **SWEDEN** p.10 – **UNITED KINGDOM** p.10

CROAZIA – Situazione e prospettive dell'insegnamento della religione, p.11
DEUTSCHLAND – Auf dem Weg zu einer "Religionspädagogik der Ästhetik"?, p.14
SVIZZERA ITALIANA – La Chiesa evangelica propone un IR non confessionale obbligatorio per tutti, p.16
BELGIQUE FRANCOPHONE – Più religione o più filosofia nelle scuole pubbliche? p.17

Ai Lettori – Il primo numero di EuForNews (European Forum News) è stato accolto con favore dai soci del Forum e da molti amici in diversi paesi d'Europa, e anche fuori d'Europa. Molti di voi hanno chiesto di continuare questo servizio periodico di raccolta e diffusione di notizie e di documenti riguardanti la cultura religiosa nelle scuole del Continente. In questo n. 2 il blocco principale di informazioni – Il trattamento giuridico delle minoranze islamiche in Europa e il caso dell'istruzione religiosa nelle scuole – proviene da un recente congresso del Forum internazionale ed europeo di ricerche sull'immigrazione, Torino 19-21 giugno 2003, i cui Atti integrali sono in corso di stampa. Gli estratti qui riprodotti nella loro lingua originale sono una parte minima delle relazioni degli esperti. Dopo la Spagna, è la Croazia (Rudi Paloš) che presenta ora la sua situazione scolastica. Importante: ognuno è invitato a inviare notizie e documenti dal proprio paese. Un grazie a tutti i collaboratori che rendono possibile questo servizio alla causa comune.

The first number of EuForNews was accorded a favourable welcome by members of the Forum and by many friends in various countries of Europe, and even beyond Europe. Many of you are asking to continue this periodical service of collection and diffusion of news and documents. In this number 2, the main set of information items – *The legal treatment of Islamic minorities in Europe – the case of Religious education in public schools* – consists of brief extracts selected from national Reports presented at the Congress of the International and European Forum of Migration Research, which took place in Turin, Italy, 19-21 June 2003. The complete Acts are with the printer. In our newsheet extracts are reproduced in the original language. Following Spain in the preceding number, it is now Croatia (Rudi Paloš) who presents the situation of religious instruction in his country. Important note: each is invited to send news and documents from his/her own country. Thank in advance to anyone wishing to collaborate kindly in this service to everybody else.

Rome, 1st October 2003.

Flavio Pajer

EUROPE / The Legal Treatment of Islamic minorities in Europe – The case of the Religious Education in the public schools

[Property: FIERI - Forum Internazionale ed Europeo di Ricerche sull'Immigrazione, Turin, Italy]

BELGIQUE

BE01 - [...] Le voile. Le port du voile (*hidjab*) à l'école a suscité et suscitera encore maintes controverses. En Belgique, comme ailleurs, il a provoqué des conflits qui ont été portés devant les tribunaux. A notre connaissance, jusqu'à présent, on ne peut dégager une ligne claire quant à la pratique sur le terrain. Il est des écoles officielles et des écoles libres qui tolèrent le voile tandis que dans d'autres établissements des deux réseaux il est interdit. On s'accorde à voir d'abord dans l'article 9 de la « Convention européenne des droits de l'homme » le texte de base qui s'applique en la matière. Cet article stipule dans un premier paragraphe la liberté de manifester sa religion et, dans un second, que cette liberté ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui sont prévues par la loi. En son article 14, la même Convention proscrit aussi les discriminations fondées sur la religion. L'avis du Conseil d'Etat de France a précisé que le principe de laïcité de l'enseignement public ne fait pas obstacle au port du voile. Il a cependant précisé que cette liberté devait être conciliée avec trois exigences :

1. interdiction de tout prosélytisme
2. respect des impératifs de sécurité et de santé
3. fonctionnement normal du service public et maintien de l'ordre dans l'établissement.

Cet avis constitue une référence pour la Belgique. Les textes de la Constitution belge relatifs à la liberté des cultes et de l'enseignement sont également évoqués.

Un décret de la Communauté francophone du 31 mars 1994 garantit la liberté d'exprimer ou de manifester sa religion sous réserve, entre autres, du respect des droits de l'homme et du Règlement d'Ordre Intérieur de l'établissement. Cette dernière stipulation se révélera importante lors des contestations. Les tribunaux belges ont été saisis à sept reprises de plaintes relatives à l'interdiction du voile à l'école. Jusqu'à présent, les plaignants n'ont pas obtenu gain de cause ni en référé, ni en première instance, ni en appel. Aucun arrêt n'a été prononcé par le Conseil d'Etat.

Pour une école libre, le pouvoir organisateur peut arguer de sa liberté d'organiser son enseignement selon ses convictions religieuses pour interdire le voile.

Les écoles des réseaux publics sont soumises aux obligations du droit public. Au niveau de la hiérarchie des normes divers arguments ont été employés par les écoles pour justifier l'application de leur Règlement d'Ordre Intérieur. Ce R.O.I. doit respecter la Convention européenne des Droits de l'homme mais dans les limites prévues à l'article 9, limites sujettes à interprétation. Parmi les arguments en faveur du R.O.I. les écoles se fondent sur le décret de la Communauté francophone. Les conventions internationales qui lient le pays empêchent de légiférer dans le sens de l'interdiction mais, par exemple, en application du R.O.I. d'une école, la Cour d'Appel de Liège a conclu que « lorsqu'il interdit tout insigne, bijoux ou vêtement manifestant une opinion philosophique, le règlement traite sans discrimination l'ensemble des élèves et vise à éviter le militantisme affiché qui peut constituer un défi à l'opinion plus discrète des autres ainsi qu'à l'autorité qui a la charge du bon ordre de l'établissement et veiller à la paisible coexistence des différentes opinions ».

Notons aussi qu'en 1997 le Tribunal de première instance de Bruxelles a donné raison à une Ecole ouvrière supérieure qui a interdit à des étudiantes en formation d'assistante sociales de porter le voile lors des stages à l'extérieur de l'école même si les maîtres de stage acceptaient qu'elles portent ce voile. Ces étudiantes furent alors accueillies par l' « Institut Cardyn ». En 2002, un des ministres de l'Education de la Communauté francophone a voulu interdire formellement le port du voile. Il fut rapidement contredit par son Premier ministre. L'avenir nous dira si une loi d'avril 2003 interdisant toute discrimination en matière religieuse aura des implications sur le port du voile. Entre-temps, en l'absence d'avis du Conseil d'Etat, la question se règle sur place tantôt dans un sens et tantôt dans l'autre... Signalons aussi que fin juin 1998 le Tribunal de Hasselt a donné raison à la commune de Beringen qui avait refusé de délivrer une carte d'identité à des femmes qui avaient présenté une photo dont la tête était couverte d'un voile.

Dans l'enseignement - En application de la Constitution et en conséquence de la reconnaissance légale du culte islamique en 1974, des professeurs de religion islamique ont été nommés dès 1975 dans l'enseignement public fondamental et secondaire. Pour toutes les religions, ce sont les organes considérés comme « Chefs de culte » qui ont la compétence exclusive de proposer les professeurs de religion aux différents ministres de l'éducation. Dans un premier temps cette compétence fut exercée par le « Centre Islamique et Culturel de Belgique ». Elle appartient maintenant à l'Exécutif.

Pendant 25 ans, les professeurs de religion islamique n'ont pas bénéficié du même statut que leurs collègues des autres religions. Le motif (ou prétexte) fut qu'en l'absence d'un « organe chef de culte » reconnu, il n'était pas possible de nommer ni des inspecteurs habilités à constater la qualité des enseignants ni d'approuver les programmes de religion musulmane. Les professeurs de religion islamique durent donc se contenter longtemps d'un statut de « temporaire », ce qui impliquait que leur désignation devait être renouvelée chaque année et que leur rémunération ainsi que leur pension de retraite étaient inférieures à celles de leur collègue. Depuis son installation en 1999, l'Exécutif a entrepris des négociations avec les ministres de l'Education pour fixer les conditions de formation et de stage requises pour une nomination définitive. Le gouvernement de la Communauté flamande (arrêté du 5.10.2001) et celui de la Communauté francophone (décret du 27.03.2002) ont pris les dispositions législatives nécessaires.

A maintes reprises, il n'a pas été facile de trouver des professeurs qui non seulement disposent des connaissances religieuses requises mais aussi maîtrisent correctement la langue de la communauté. Ce fut particulièrement le cas en Flandre. Des formations et des examens ont été organisés.

[Jean Hallet, ancien président du Centre pour l'égalité de chance et la lutte contre le racisme].

ESPAÑA

ES02 – L'Accord avec la « *Comisión Islámica de España* » (CIE) établit que: « *Il est garanti aux élèves musulmans, à leurs parents et aux directeurs d'établissements scolaires qui le sollicitent, l'exercice du droit des premiers à recevoir un enseignement religieux islamique dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat dans la mesure où, en ce qui concerne ces derniers, l'exercice de ce droit n'entre pas en conflit avec le caractère propre du centre, aux niveaux de l'éducation maternelle, de l'éducation primaire et de l'éducation secondaire* » (art.10).

Le système établi est celui qui est dénommé de libre accès. C'est à dire que l'État s'engage à faciliter l'accès aux professeurs désignés par les Communautés, à mettre à disposition les locaux nécessaires aux cours et rien de plus. Il était entendu que les frais occasionnés étaient à la charge de la Confession. De plus, il était spécifié que l'exercice de l'activité d'enseignement religieux ne pourrait interférer dans le déroulement normal des activités scolaires, c'est pourquoi l'enseignement religieux islamique devrait être donné hors des heures de cours.

Les professeurs devaient être désignés par les Communautés intégrées dans la CIE avec l'approbation de la Fédération à laquelle elles appartenaient. Faudra-t-il nommer autant de professeurs que de Communautés sont représentées parmi les parents et les élèves de ce Centre ? Rien n'était spécifié sur le statut juridique des professeurs. Évidemment, le contenu de l'enseignement devait être établi par les Communautés respectives avec l'approbation de la CIE.

Le 12 mars 1996 les ministres de la Justice et de l'Éducation et les représentants de la CIE ont signé une Convention sur la désignation et le régime économique des professeurs d'enseignement religieux islamique. La Convention se réfère uniquement aux établissements publics d'enseignement primaire et secondaire.

En premier lieu, un principe déjà prévu dans d'autres normes de caractère général est repris: les parents ou tuteurs (ou les propres enfants, s'ils sont majeurs) peuvent manifester au directeur de l'établissement, au début de chaque étape ou niveau éducatif, leur désir de suivre l'enseignement religieux islamique, sans préjudice que ce choix puisse être modifié au début de chaque année scolaire.

Il correspond aux établissements d'enseignement de recueillir cette information au début de chaque année scolaire, et de la transmettre, ensuite, aux Communautés islamiques locales. Ce sont elles qui proposent les professeurs, qui doivent recevoir au préalable l'approbation de la CIE. La CIE doit communiquer aux Administrations éducatives compétentes les personnes qu'elle considère idoines pour offrir l'enseignement religieux islamique. La désignation des professeurs doit revenir, nécessairement, sur des personnes proposées par les Communautés islamiques locales.

Compte tenu de la faible et irrégulière présence sociale de cette religion, les Administrations éducatives et la CIE s'engagent à adopter une série de mesures afin d'atteindre ces deux objectifs : que les élèves qui le sollicitent, quel qu'en soit le nombre, puissent recevoir l'enseignement demandé, et que chaque professeur puisse s'occuper du plus grand nombre possible d'élèves dans les centres d'enseignement appartenant à un même domaine territorial. Afin d'optimiser les conditions dans lesquelles cet enseignement est donné, l'Administration s'engage à regrouper les élèves d'un même niveau éducatif qui, dans un même établissement, sollicitent l'enseignement religieux islamique. Au cas où le groupe formé serait inférieur à dix, il est prévu de pouvoir regrouper les élèves des différents niveaux d'un même cycle éducatif.

L'État s'engageait à prendre en charge les frais du professorat lorsque le nombre d'élèves recevant cet enseignement serait égal ou supérieur à dix dans chaque classe (après application des critères énoncés). Cependant, le paiement des sommes dues ne se réalisait pas directement aux professeurs, mais à la CIE.

Le manque d'entente entre les deux fédérations a empêché l'application de la Convention dans ces termes. En effet, chaque fédération - et non pas chaque Communauté, comme le prévoit la Convention - a présenté des listes différentes de professeurs et la CIE a été incapable de présenter une liste ayant l'aval des deux Secrétaires généraux, ce qui revient à dire des deux fédérations. Bien entendu, l'Administration a refusé de trancher pour l'une ou l'autre des deux listes et considère que la solution de cette question est un problème strictement intra-confessionnel.

Par la Loi de mesures fiscales, administratives et d'ordre social, du 30 décembre 1998, un nouveau paragraphe a été ajouté à la Disposition additionnelle seconde de la LOGSE, en vertu de laquelle les professeurs de religion non fonctionnaires doivent être employés par l'Administration éducative moyennant des contrats d'une durée d'une année scolaire, recevant un salaire égal à celui des professeurs fonctionnaires intérimaires du même niveau. C'est à dire que, dorénavant, l'Administration éducative compétente engage et paie directement les professeurs. Il est également stipulé que les professeurs seront inclus dans le régime général de la Sécurité sociale, la condition d'employeur correspondant à l'Administration éducative compétente (auparavant les professeurs figuraient comme travailleurs à leur compte).

L'Accord prévoit la possibilité que la CIE et ses Communautés membres puissent organiser des cours d'enseignement religieux dans les centres universitaires publics, pouvant en utiliser les locaux et les moyens avec l'accord des autorités académiques correspondantes. Finalement, il est aussi prévu que la CIE ou ses Communautés peuvent créer et diriger des établissements d'enseignement de tout niveau, ainsi que des universités et des centres de formation islamiques, soumis à la législation générale en vigueur en la matière. Ni la CIE ni aucune Communauté n'a fait usage de son droit à créer des écoles.

Afin de procéder à une application efficace de l'Accord, il faudrait tout d'abord que les musulmans eux-mêmes résolvent une fois pour toutes la structure de la CIE, en tant qu'entité représentative des musulmans d'Espagne. Il ne fait aucun doute que la liberté de religion existe en Espagne, mais ce qui est prétendu est que les membres d'une confession religieuse déterminée jouissent d'un régime juridique plus favorable, l'Etat peut et doit exiger le respect d'un certain nombre de conditions qui garantissent la sécurité juridique et évitent d'enfreindre la loi. Ce n'est pas la moindre exigence que ladite confession se dote d'une représentation qui l'identifie devant l'Etat et lui permette un dialogue clair sur tous les points qui requièrent de se matérialiser juridiquement.

[Joaquín Mantecón, Universidad de Madrid].

FRANCE

FR02 – [...] La question du port de signes distinctifs d'appartenance à une religion dans les lieux publics a considérablement agité les esprits en France depuis la fin des années 1980 ; il avait semblé que les passions aient eu tendance à se calmer, mais le débat resurgit récemment. C'est dans le cadre de l'école publique que les difficultés sont apparues tout d'abord. En France, l'enseignement public regroupe plus de 80% des élèves. Il est laïque. La présence de l'Islam suscite deux difficultés distinctes : le port de signes distinctifs d'appartenance à une religion et l'aménagement des horaires ou programmes en fonction de l'Islam.

a - La première question concrète est celle du port du "foulard islamique" par les jeunes filles à l'école publique. Le premier conflit notable a éclaté à l'automne 1989. Le Conseil d'État en fut saisi. Par avis en date du 27 novembre 1989 (*Ajda*, 1990, doctrine, p.39) il considéra que le port de signes par lesquels les élèves "entendent manifester leur appartenance à une religion n'est pas par lui-même incompatible avec le principe de laïcité..." mais ces signes ne doivent pas, par leur caractère ostentatoire, constituer des actes de pression ou de prosélytisme. L'avis fut immédiatement suivi d'une déclaration du ministre de l'Intérieur (27.11.1989), puis d'une circulaire de Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale (*J.O.* 15.12.1989) demandant aux chefs d'établissement de tout faire pour que, dans chaque hypothèse, un dialogue puisse s'engager et aboutir

à une conciliation. Depuis, d'autres circulaires ministérielles sont intervenues, ne contredisant pas la première, mais apportant parfois quelques nuances¹.

Le Conseil d'État eut, fréquemment, à se prononcer au contentieux. Sa jurisprudence demeura fidèle à des principes constants, appliqués néanmoins selon des modalités qui varièrent quelque peu. La Haute Assemblée annule comme abusive des interdictions générales du port du foulard, dès lors qu'il n'est pas établi que des circonstances particulières nécessitent une telle interdiction². Le port de signe distinctif d'appartenance à une religion n'est pas en lui-même contraire au principe de laïcité de l'enseignement public. Cependant, s'il s'agit de provocation ou s'il y a risque de prosélytisme, le chef d'établissement est fondé à demander aux élèves de ne plus porter le foulard, et, en cas de refus de leur part, à les exclure.

Les difficultés locales persistent parfois. Certains conflits sont réglés à l'amiable ; beaucoup se terminent par l'exclusion des jeunes filles. Le débat n'est pas clos et, juridiquement, la situation est confuse. Les polémiques sont réapparues tout récemment. Le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a rappelé, devant le congrès de l'UOIF, le 19 avril 2003, que la loi impose de mettre, sur les cartes d'identité, une photo tête nue³. Depuis, personnalités et membres du gouvernement accumulent les déclarations contradictoires sur la nécessité, ou non, de prendre une loi interdisant le port du foulard à l'école, ou dans les lieux publics ; le président Chirac préconise "une solution de sagesse".

b - C'est aussi le principe de laïcité de l'enseignement public en France qui commande la façon dont l'Islam est pris en compte dans les horaires et dans les programmes scolaires⁴. L'obligation d'assiduité à tous les cours, et de participation à toutes les activités scolaires, dont l'éducation physique, ou les cours de natation, ne peut souffrir que des exceptions très rares et limitées. L'obligation d'assiduité est totale. Le ministère prévoit une seule exception, qu'il tente de restreindre et ne consent que pour tenir compte de la jurisprudence européenne : certaines autorisations d'absence peuvent être accordées pour certains jours particuliers correspondant à des fêtes religieuses bien établies.

D'un autre point de vue, l'enseignement de l'Islam n'occupe qu'une place très réduite dans les programmes scolaires. Dans l'école publique en France, il n'existe aucune "heure de religion", aucune catéchèse organisée par l'école ou les pouvoirs publics et il n'y a pas d'aumôneries musulmanes⁵.

Ajoutons qu'actuellement, les écoles privées musulmanes sont quasi-inexistantes. Il n'en existe qu'une seule sous contrat, c'est-à-dire financée par l'État, à Saint-Louis de la Réunion. En 2001, un collège privé musulman s'est ouvert en banlieue parisienne, mais hors contrat. Un lycée privé musulman doit ouvrir à Lille en octobre 2003, lui aussi hors contrat, donc sans financement de l'État.

[Brigitte Basdevant-Gaudemet, Université de Paris XI]

DEUTSCHLAND

DE01 – Islamic religious education turns out to be a key-issue for the future of Muslims in Germany. Religious education in public schools is guaranteed according to art. 7 sections 1-3 of the German Constitution. It is worth to be mentioned that teachers and teaching materials are paid by the states' governments.

Article 7 [School education]:

(1). *The entire school system shall be under the supervision of the state.*

(2). *Parents and guardians shall have the right to decide whether children shall receive religious instruction.*

¹ Le 20 septembre 1994, le ministre de l'Éducation Nationale, François Bayrou, publiait une nouvelle circulaire, demandant aux chefs d'établissement de ne pas accepter des signes si ostentatoires qu'ils soient "en eux mêmes des éléments de prosélytisme", et auxquels le Ministre oppose les signes "discrets", admissibles, (Texte intégral de la circulaire : *Le Monde* 21 septembre 1994).

² Voir la jurisprudence citée dans l'article de B. Basdevant, publié à la *RDP*, 1996 ; voir aussi : Jean-François FLAUSS, "Le port des signes religieux distinctifs à l'école : vers l'épilogue (CE, 14 mars 1994)", *Les Petites Affiches*, mars 1995, p.23-28 ; Dominique LETOURNEAU, "La laïcité à l'épreuve de l'Islam", *Revue générale de droit*, Université d'Ottawa, 1997, p.276-306.

³ Décret du 25 novembre 1999.

⁴ Voir notre article, FRÉGOSI et Brigitte BASDEVANT, à paraître.

⁵ La loi ne les interdit pas ; elles pourraient fonctionner, sur le même modèle que celles du culte catholique ; en pratique, il n'y en a pas.

(3). Religious instruction shall form part of the regular curriculum in state schools, with the exception of non-denominational Schools. Without prejudice to the state's right of supervision, religious instruction shall be given in accordance with the tenets of the religious community concerned. Teachers may not be obliged against their will to give religious instruction.

To the time present various attempts have been made to provide for religious education for Muslim pupils, but in a broader range this is so far only true for pupils of Turkish origin. Some states have established Turkish mother-tongue classes in co-operation with the Turkish government which provides the curricula as well as the teachers. Islamic instruction - which sometimes seems to be more nationalist than religious - is a part of the classes. These classes more and more lose their importance due to the fact that most of the pupils will not return to Turkey - except for holidays - and therefore are not interested in Turkish lessons any more. Moreover, these lessons do not comply with art. 7 of the Constitution, since according to this provision it is the religious communities themselves who have to work out the curricula under the mere supervision of the state to grant their compliance with the rules of the law and the needs of contemporary pedagogics. The State is bound to religious neutrality and is therefore not entitled to decide on issues of religious truth.

Furthermore, all pupils of a mother-tongue other than Turkish are excluded of this kind of Islamic education in schools. In my city of Erlangen their number comes up to nearly 50% of all Muslim pupils in primary schools. Therefore other - constitutional - solutions are to be developed. The main problem is to find the stable and reliable partner of cooperation who is required to formulate the curricula and to appoint the teachers. It should be noticed that there is no need to unify all the different groups of Muslims like Sunnis, Shi'is, Alevis or Ahmadiis - every group is entitled to apply for its own education provided that there is a sufficient number of pupils to take part in classes of religious education. The same is true for Christian religious education, which is divided into protestant, catholic and other classes. There is no need to form an above-mentioned corporation by public law, according to a nearly unanimous opinion among legal experts concerned⁶. An organization in the form of a registered private association according to the Civil code (paras. 21 ss.) would be sufficient. The same would be the case in matters of appointing personnel for religious welfare in hospitals, in prisons or in the military forces.

Some of the difficulties in this field may be illustrated by an example. There are initiatives to invent a special form of Islamic instruction in public schools in the state of Northrhine-Westphalia. The government tried to elaborate a curriculum in accordance with relevant Muslim groups. The negotiations ended up in a series of experimental classes in several cities. To the government's surprise a large number of Muslim groups and individuals protested against these attempts. The reason was the government's failure to correctly estimate the influence of the groups involved respectively not involved in the project. Besides that, many Muslims very understandingly disapprove the government's attempt to work out a curriculum for Islamic instruction with the help of political parties, churches and even trade unions. It has to be learned from this that it is upon Muslims alone to work out such a curriculum, which certainly has to be in accordance with pedagogical needs and the law of the land. For such reasons the states of Bavaria and Baden-Wuerttemberg established "round tables" to discuss the important issues with all the relevant Muslim groups and personalities available without initiating any further step without their consent. A first experimental class of Islamic education in close cooperation with the relevant local Muslim organization and therefore in accordance with the constitutional provisions will start in Erlangen in fall 2003⁷. This model appears to be more successful, as even the establishment of educational studies for teachers of Islamic faith currently happens at my university of Erlangen-Nuernberg, which was the first in Germany to do so. It should not be forgotten that there is a certain concern among Muslims and non-Muslims about the existing alternative of private Quranic schools which are partly run by persons or groups of an obvious extremist or anti-western observance.⁸ For this a system of reliable cooperation between the Muslim communities and the states which puts Islam into the middle of "normal" school-education appears to be the only desirable alternative for the future. Teaching in German language by teachers who are aware of their pupils' living conditions cannot be dispensed with, for pupils are in urgent need of skills which enable them to communicate with others on their belief as well as on their personality in general.

[Mathias Rohe, Universität Erlangen-Nürnberg]

⁶ Cf. *Link* in: Listl/Pirson (Hrsg.), *HdbStKirchR* Bd. II, 2nd ed. 1995, 496, 500; *Heckel*, *Religionsunterricht für Muslime?*, JZ 1999, 741, 752; VG Dusseldorf NVwZ-RR 2000, 789, 791.

⁷ Cf. "Mohammed statt Jesus – Erlanger Schule testet islamischen Religionsunterricht" *Süddeutsche Zeitung* 07.02.03.

⁸ Cf. VG Stade InfAus1R 1983, 117.

ITALIA

IT03 - The constitution (art.33) entrusts the State with the task of instruction and grants organizations and private citizens the right to found schools and educational institutions. According to the prevailing construction, the norm means that the State provides for the transmission of the knowledge necessary to be part of the society: this doesn't involve any direct educational or ethic function. On the other hand, education concerns the different potentials of the person as a human being: it is the task of the family, to be performed, eventually, with recourse to private schools

Even if the distinction between instruction and education may seem sometimes uncertain and artificial, it frames any possible discourse about school and Islam in Italy. Two main issues deserve consideration: Islamic private schools and the place of Islamic instruction in State schools⁹.

No doubt, the right to found schools and educational institutions can be exercised by Muslim organisations and individuals as well as others¹⁰. As a matter of fact, no private Muslim school has been set up yet on grounds of art. 33 of the Constitution.

It must be noted that several foreign schools have been founded by Mediterranean countries in different Italian towns: a Libyan school in Rome, another in Milan, where an Egyptian school exists too, and finally a Tunisian school in Mazara del Vallo (Sicily). They aim at strengthening the ties between the emigrant families and their own country of origin, in order to facilitate their possible return. The stress is placed on national identity rather than on religious aspects of culture.

Due to the lack of Islamic private schools, the demand for education is entirely directed to State schools. The number of Muslim students attending State schools is constantly increasing. In State schools, teaching has to respect the freedom of conscience of all students. Pupils and students have the right not to attend religious teachings regulated by the Concordato or the different agreements. According to the *Concordato* between the Catholic Church and the Italian State, Catholic religion is on the curriculum of State schools. Students have the option not to attend the teaching.

As far as agreements are concerned, two are the possible regimes. A course on Hebrew culture can be set up on demand; lessons on religious issues and on religion as a phenomenon can be held, on demand, by a person charged by the religious community. These courses or lessons are optional activities and do not form part of the school curriculum.

Besides, a regulation issued by the Minister of Public Instruction (3084/1995) forbids religious ceremonies during school hours.

Theoretically speaking, in State schools, Muslim students are not exposed to non-Islamic religious teaching. As to Islamic religious teaching, its introduction depends on the possible signature of the agreement with the State. Nevertheless, it must be noted that some notions about Islam can be introduced by State schools, in the frame of intercultural education.

According to the Immigration Act (art. 36), school welcomes linguistic and cultural diversities: diversity is a value, serving as a base for mutual respect and tolerance. In particular, under school legislation, school authorities can organise optional intercultural activities, concerning, inter alia, religious issues.

In 1998, an interreligious group (the *Tavolo Interreligioso*), gathering the representatives of several religions, was formed in Rome, on the initiative of the Municipality. The Italian Cultural Centre of Rome is part of it. The Tavolo Interreligioso intends to cooperate with intercultural projects offered by schools, with special respect to the basic elements of different beliefs and religions. It organises lectures and debates to be held in schools, at the request of school authorities¹¹.

⁹ For detailed discussions of these topics see Ferrari, A., "Le scuole musulmane in Italia: tra identità e integrazione" and Colaiani, N., "L'istruzione religiosa nelle scuole pubbliche", both in Ferrari, S., *Musulmani in Italia. La condizione giuridica delle comunità islamiche*, Bologna, 2000, pp. 131-156 and 157- 173.

¹⁰ A controversial point is the possible limitation of the right granted by the constitution only to citizens, according to the wording of the article. This is a crucial issue since Muslims are in vast majority foreign citizens, coming from non-european countries

¹¹ See Colaiani, N., "L'insegnamento 'al plurale' del fatto religioso: una pista percorribile nella legislazione scolastica unilaterale" in AA. VV., *Laicità e religioni nella scuola del 2000*, Bari, 1999, p. 183.

At present, religious education of Muslim children takes place outside the school system. Mosques play a major role in organising classes in the afternoon, after the school. Attendance on the courses is purely voluntary. Muslim communities organise different types of activities for Muslim youth.

[Roberta Aluffi, Università di Torino]

NETHERLANDS

NL01 – [...] Take for example the case of Muslim religious instruction in state primary schools. In Rotterdam Protestant and Humanist organizations had for years taken advantage of the right to offer religious instruction, and they received subsidies from the municipality for doing so. The council would have maneuvered itself into a very awkward position if it denied that right and that subsidy to Muslim organizations. In Utrecht there was no such arrangement, and a new provision would have had to be created for Muslims. Although such a provision was their legal entitlement, the political barriers to its achievement were apparently unmistakably higher.

In practice equal treatment often implies being absorbed into an existing routine. It is partly for this reason that circumcision—of boys—could be recognized relatively easily; doctors and insurance companies regarded it as an everyday medical operation. Moreover, this institution had been practiced for years by another religious minority group: Jews. Various rights and facilities were granted to Muslims because the principle of equality did not permit them to be treated differently from members of the Jewish community.

The principle of equality, we emphasize once more, carries great weight. If churches are allowed to ring their bells once a week, so declared Members of Parliament at the time, then Muslims must be allowed to sound their call to prayer over the rooftops. That legal right fell, as it were, from heaven into the lap of the Muslims. This was truly equal treatment. This does not mean, however, that equal treatment of Muslims is taken for granted in the Netherlands.

Furthermore, the application of this principle is not without its problems. There is no clear rule about which individuals or groups Muslims should be on an equal footing with. Should they be treated on the same basis as *Christian or Jewish religious* groups, or as *immigrant ethnic minorities*? There is a real difference. Religious groups have the legal right to found their own schools, which are then eligible for government funding. Ethnic minorities or groups of non-Dutch nationals are not recognized as religious or philosophical persuasions, and schools intended for those categories are not eligible for subsidies. The fact that almost all the pupils at a Muslim school belong to ethnic minorities is irrelevant here, for schools are always intended for all pupils of a given denomination or persuasion, regardless of origin or nationality. The Municipality of Utrecht tried to resist the establishment of a Muslim school by putting forward this argument. They maintained that it concerned a school intended for non-Dutch nationals. In fact, they failed, since in various legal appeals it was repeatedly ruled that this argument was not tenable for Muslim schools. Since then the municipality has actually recognized a Muslim school.

[Jan Rath, University of Amsterdam]

PORTUGAL

PT01 – [...] The freedom of teaching of any religion is assured in the scope of the respective religious confession, as well as the usage of self mass media to the continuation of their activities. In what concerns public schools, the Law by decree number 329/98, of November the 2nd foresees the case of teaching of religious education to children, namely Islamic religion if a minimum of ten parents wish that their children attend those classes.

The new law of religious freedom (law n. 16/2001, June the 22nd) came to clearly regulate the freedom of religion allowing to solve, under the law, a all set of questions that stand as a barrier to the effective exercise of religious rights by Muslims, either individually or collectively. This law came to reinforce the juridical statute of the Islamic communities and of other minority religious confessions in the Portuguese society. It is however regrettable that this Law has not been yet regulated by diploma and I hope it will be soon created the Commission for Religious Freedom.

The law of religious freedom ensures in its article 13 the right to religious freedom, namely the right to religious assistance and the practice of cult by different religious communities including, naturally, the Islamic communities, to citizens in special situations such as the case of citizens that are part of the armed forces, the security forces or the police, to those that are in the army or in civic service, to those who are in hospitals, asylums, schools, institutes or health, social assistance, education or similar establishments as well as to those who are in prison or in other detention places.

The State with respect by the principle of separation and according to the principle of cooperation shall create the suitable conditions to the exercise of religious assistance in the public institutions previously referred. One of the ways to ensure in practice these rights is through the recognition of the rights of the ministers of cult that this law has recognized which until now were exclusive of Catholic ministers (see art. 16, 17 and 18).

The Imam have this way assured in a more effective way the right to exercise their ministry. This law gives them the right not to reveal to magistrates or authorities facts or things that have been said to them through their ministry. The exercise of the Ministry is considered a professional activity when it gives them the means of support. To prove it, in the case of foreign ministers that need a resident permit, is enough a guarantee given by their respective Church or religious community.

Ministers of cult are considered as such, according to the law, those members of the institutes of "consecrated life" and other people that professionally practice religious activity. For that purpose they must be certified by the respective Church or religious confession.

The law has other arrangements that aim to reinforce the exercise of freedom from the exercise of their ministry. The students of religious training schools may accomplish their military obligations at the religious, health or social action assistance services, unless they clearly wish to render effective military service. It constitutes as a reason for release from the military selection tests as well as the postponement of army incorporation the attendance of religious training classes for ministers or the belonging to a registered religious community.

The Cult Ministers, the members of the « consecrated life » institutes and other persons that exercise professional church activities or other recognized religious communities can also ask for excuse from jury intervention in a court of law.

The new law of religious freedom foresees among the individual religious rights, the right to profess ones religious believe, to look for the religion new believers, to express and divulge through the word, image or any other mean the religious thought, the right to choose for their children names of the professed religious onomasticon faith (art.8, line h), the right to educate the children under 16 years of age in accordance with their religious believe, in respect with the moral and physical integrity of the children as long as their health is protected and respected, the right to be released from work, from school and from exams, the right to religious marriage with civil effectiveness.

In what concerns work release for religious motive, public workers, as well as state contracted workers, have the right to request it in the week resting day, in the festivities and in the periods' that are determined by the religion that they profess as long as they respect the following conditions: to fulfil a flexible working hours regime, to be a member of a church or a recognized religious community as long as it was sent to the responsible government member in the previous year the information indication of the days and timetable periods needed and to integrally compensate the working hours period (art. 14).

The students from public and private schools are also released from school in the week resting and cult days, of their religious confessions. If the dates of exams are coincident with week resting and cult days, the students may do the exams in a second date, as long as that day is also not coincident with week resting and cult days (art. 14).

The Churches and the religious communities as well as the Islamic communities are titular of collective rights such as to found religious seminars or any other establishments for religious or cultural training that allow, for example, to take a degree as Imam (art. 23); to minister religious teaching in public schools (art. 24); the right of public broadcast on public radio and television (art. 25); the right to religious slaughter of animals (art. 26); the right to exercise instrumental activities as a sequence or complementary to their religious functions (art. 27); the right to be heard on instruments of territorial planning (art. 28); the right to use buildings for religious purposes that were initial destined for other uses (art. 29); the right to use goods for cult reasons within legal permits (art. 30); the right to receive instalments tax free (art. 31) and the right to tax benefits (art. 32).

The new law of religious freedom came to establish that the registered non-catholic religious confessions and associations keep their juridical personality and capacity being obligated to the present law in what concerns their religious activities (art.44). This article refers to collective private persons with religious objectives regulated under the civil law, except for those activities with religious purposes [...].

[José Leitão, former High Commissioner for Immigration and Ethnic Minorities, Portugal]

ROMANIA

RO01 – According to the Education law, the government allows, but does not require, religious instruction in public schools. Attendance of these classes is optional.

Only the 15 recognized religions are entitled to hold religion classes in public schools. While the law permits instruction according to the faith of students' parents, minority recognized religious groups complain that they have been unable to have classes offered in their faith in public schools.

According to minority religious groups, this happens mostly because the local inspectors for religion classes are Orthodox priests who deny accreditation to teachers of other religions.

In 1995, following a protocol between the Romanian and the Turkish governments, the Moslem seminary in Medgidia (opened in 1901 and closed between 1967-1992) became a Moslem Theology High School "Kemal Atatürk", sponsored by the Turkish government.

[Romanita Elena Iordache, Proundis PPF Task Force]

SWEDEN

SW01 – The first Islamic Friskola (private school) started in 1993 in Malmö. Today there are almost 20 private Islamic or Arabic schools. The reason for this increase is the private school reform from 1992 when the economic conditions for private schools were improved and it was facilitated to open private schools. Since then there has been an ongoing ideological struggle between liberals, wanting to promote private schools, and socialists, wanting to limit this phenomena. Most Muslims are pupils in the public school, some taking afternoon or weekend classes about Islam at mosques. Some of these classes are financed through support from SST.

During spring 2003, a television documentary filmed with a hidden camera caused a chock wave through Sweden. It was about the bad conditions in Arabic and Islamic schools showing head masters bragging about keeping Swedish authorities out and admitting the use of corporal punishment in the school, etc. As a result of the documentary some of the head masters interviewed have been reported to the police and Skolverket (the National Agency for Education) have started investigations about the conditions in the schools. How this will effect the role and reputation of the Islamic and Arabic private schools is yet too early to tell.

There are no Islamic universities. The Swedish Islamic Academy have initiated an imam training programme together with Ersta Sköndal University College in Stockholm, a Christian deacon centre. The head of the responsible department at Ersta Sköndal, Jonas Alwall, says that courses in Islamic studies started the autumn semester 2002 and have continued for two semesters now. This far everything is quite tentative and it is difficult to judge about the future of the project (Alwall, 2003-06-02).

[Jonas Otterbeck, University of Malmö]

UNITED KINGDOM

UK01 – Muslims and faith schools. Religious communities, which establish their own independent schools, must register the schools with the Registry of Independent Schools and they must meet certain minimum standards. Since 1997, the Labour Government has extended this funding to other minority faith schools, including Muslim schools (*Monitoring Minority Protection in the EU: the situations in the UK: OSI,2002*). Of the

nearly 7,000 faith schools in the UK, four are now Muslim schools (*Education Guardian Website, 14 Nov. 2001*) Some commentators have argued for integrating schools and the removal of all religious schools, as they feel that religious schools create divisions in society. **Northern Ireland** is cited here as an example where educating children apart in two separate religious groups has, if not been responsible for the divisions in that society, then certainly not gone any way towards uniting it. Others have argued for state funding to be extended in order to include schools of all faiths. This is similar to the arguments around the blasphemy law - should the current law be extended to be inclusive of all faiths, or should it be abolished altogether? Either way, the inclusion of some to the exclusion of others represents the inequality that has existed to date.

Responses to the needs of Muslims pupils. The rules, regulations and traditional practices in schools, other educational establishments and the education authorities provide an environment that can easily exclude or discriminate against a religious minority. Rules regarding uniform, general appearance and halal food are particular sources of conflict. While a number of schools have adapted their uniforms and relaxed some of their uniform rules (a school in Peterborough, for instance, now allows Muslim girls to wear headscarves in red and white, the school colours), there are still experiences of discrimination against Muslim pupils on these grounds. In recent years, cases have been reported of young men in schools who were refused admission because of their wish to have beards, in accordance with the religious wishes of their families. A further source of conflict in schools is the expectation, in accordance with the Education Reform Act 1988, that Muslim pupils should attend Christian-based assemblies. Pupils can opt out of the assemblies, however this decision has undoubtedly negative connotations. Hence, 'having permission to opt out of collective worship is not the same as having one's religion recognised or validated' (P.Weller et al., *Religious Discrimination in England and Wales*, Home Office Research Study 220, 2001). Perhaps of more serious note is the setting of educational tests that can fall on days of religious significance.

[Humayun K.Ansari, Royal Holloway, London University]

OOO

CROAZIA / Situazione e prospettive dell' insegnamento scolastico della religione

Rudi Paloš

HR01 - Premessa storica - L'insegnamento della religione cattolica (IRC) nella scuola ha delle radici di lunga data nella Croazia, uno dei regni dell'impero austriaco fin dal 1918. I tre decenni successivi con la creazione di uno nuovo stato - dal 1929 chiamato Regno di Jugoslavia - segnano un progressivo peggioramento nel campo democratico, il che ha delle ripercussioni anche sul campo scolastico. Dopo la triste esperienza della seconda guerra mondiale, nella Jugoslavia comunista dal 1945 fino al 1990 praticamente non esiste alcun insegnamento religioso nella scuola, mentre gli allievi frequentano le lezioni di una materia speciale: il marxismo, il quale è abbondantemente presente in tutti i libri scolastici, nei quali di religione o non si parla per niente o se ne parla contro.

Con le prime elezioni democratiche nella Croazia nel 1990 subito incomincia anche la discussione sulla possibile introduzione di un insegnamento religioso nelle scuole pubbliche, statali o private. Essendo la maggioranza della popolazione della Croazia di religione cattolica (87,8%), non deve destare nessuna meraviglia l'iniziativa dei diversi membri della Chiesa cattolica a favore dell'introduzione dell'insegnamento religioso nelle scuole. Si organizzano tavole rotonde e diversi altri incontri con la partecipazione attiva non soltanto dei cattolici ma anche di rappresentanti di altre religioni presenti nel paese. Si propone l'introduzione dell'insegnamento religioso confessionale nelle scuole pubbliche. Nonostante il fatto che nel 1991 scoppiò la guerra, la discussione prosegue e si prendono delle decisioni concrete riguardanti l'insegnamento religioso.

Insegnamento religioso e insegnanti - Nella loro seduta ordinaria nella primavera del 1991 i vescovi croati decidono di approvare l'iniziativa, ormai appoggiata dalla maggioranza dei discutenti, di introdurre l'insegnamento religioso cattolico confessionale nelle scuole elementari e medie. In Croazia infatti la scuola elementare include tutti gli otto anni della scuola d'obbligo, mentre la scuola superiore (tre o quattro anni) viene chiamata semplicemente scuola media (corrispondente alla secondaria superiore italiana).

Siccome, a causa della sopra esposta situazione nella Jugoslavia comunista, non esistevano dei libri di testo per l'insegnamento della religione nella scuola in lingua croata, si decide di accettare gli unici libri tuttora esistenti, cioè i catechismi per la catechesi parrocchiale. D'accordo con questi catechismi viene preparato un programma per l'insegnamento della religione cattolica nella scuola elementare. Nello stesso tempo si prepara anche il programma per le scuole medie insieme con la promessa di preparazione dei nuovi libri di testo. Nel frattempo si intensifica la preparazione degli insegnanti di religione cattolica. Alcuni con i diplomi del tutto regolari e adeguatamente preparati esistono già: oltre ai sacerdoti, ci sono anche

delle suore ed un modesto gruppo dei laici. Oltre allo studio presso la Facoltà di teologia di Zagabria e le sue sedi dislocate in altre città, ci sono anche quelli che hanno fatto gli studi regolari all'Istituto di catechetica presso la suddetta Facoltà. Oltre agli studi regolari, si organizzano studi aggiuntivi per quelli che dall'anno 1991/92 incominceranno ad insegnare la religione cattolica. Alcuni di questi hanno già il diploma di professorato in qualche altra materia, gli altri devono completare gli studi di teologia e di catechetica.

Con il decreto ministeriale nell'anno scolastico 1991/1992 in tutte le scuole pubbliche gli studenti (o i loro genitori per i minori di anni 14) hanno la possibilità scegliere l'insegnamento religioso confessionale (2 ore settimanali) di **sette confessioni** (cattolici, ortodossi, islamici, ebrei, avventisti, mormoni, evangelici) o di restare liberi in tale ora. Si formano delle classi di religione a condizione che vi siano almeno 7 alunni. All'inizio di quello stesso anno scolastico il Ministero della pubblica istruzione di Croazia pubblicava in un Testo unico tutti i programmi per l'insegnamento religioso delle suddette confessioni, insieme con alcune note introduttive per spiegare le modalità dell'insegnamento religioso confessionale nelle scuole pubbliche cominciando da quell'anno scolastico.

Nel gennaio 1992 diversi stati europei ed extraeuropei riconoscono lo stato della Croazia. In quello stesso anno escono due primi libri di testo per l'insegnamento religioso cattolico nella prima e seconda classe delle scuole medie. Nel 1993 viene costituita ufficialmente la Conferenza episcopale croata (CEC). Durante la sua prima seduta (8.6.1993) viene costituito il Consiglio per la dottrina della fede e la catechesi, composto da 14 membri, in maggior parte sacerdoti specializzati in catechetica. Nella seconda seduta della CEC (13-15.10.1993) viene nominato nuovo presidente del Consiglio per la dottrina della fede e la catechesi, mgr. Marin Srakic, allora vescovo ausiliare di Djakovo, il quale è tuttora responsabile per questo settore presso la CEC. Viene fondato anche l'Ufficio Catechistico Nazionale della CEC, direttore del quale diventa Zvonimir Kurecic, sacerdote della arcidiocesi di Zagreb. Viene fondata anche una Commissione speciale per l'approvazione dei libri di testo per l'insegnamento religioso e la catechesi. Presso le singole diocesi vengono fondati via via anche gli Uffici catechistici diocesani.

Organizzazione e programmi - Nella prima seduta del Consiglio per la dottrina della fede e la catechesi (15.11.1993), segretario del medesimo viene eletto un sacerdote della diocesi di Djakovo, licenziato in catechetica presso l'UPS di Roma. In quell'anno esce il libro di testo per la terza classe delle scuole medie, mentre nel 1994 esce quello per il quarto anno. Lo stesso anno 1994 viene pubblicato il Programma per l'educazione religiosa cattolica dei bambini nelle scuole materne (3-6 anni). Dall'anno scolastico 1995/1996 gli alunni delle scuole medie hanno la possibilità di frequentare una nuova materia: *etica*.

Il 10 ottobre 1995 viene costituito il Consiglio per la catechesi, che d'ora in poi resterà distinto dal Consiglio per la dottrina. Il 26 novembre 1995 il settimanale cattolico nazionale *Glas Koncila* (La voce del concilio) pubblica il concorso per la preparazione dei nuovi programmi e libri di testo per l'insegnamento religioso cattolico nelle scuole elementari e medie, come pure per la catechesi parrocchiale.

Il 19 dicembre 1996 viene sottoscritto l'Accordo tra Santa Sede e Repubblica di Croazia per le questioni giuridiche, e un analogo Accordo per la collaborazione in campo educativo e culturale. In questi accordi viene regolato anche l'insegnamento della religione cattolica nelle scuole pubbliche.

Nel 1998 viene nominato nuovo direttore dell'UCN il dr. Milan Simunovic, sacerdote della arcidiocesi di Rijeka. Nello stesso anno viene pubblicato il Piano e programma dell'insegnamento religioso cattolico nelle scuole elementari. Nel 2000 viene pubblicato "ad experimentum" il Programma per l'insegnamento della religione cattolica nelle scuole medie, il quale sarà nuovamente pubblicato in versione definitiva e adeguatamente cambiata nel 2002. Nel dicembre 2000 viene pubblicato il Piano e programma per la catechesi parrocchiale "*La catechesi parrocchiale nel rinnovamento della comunità parrocchiale*".

In autunno 2002 viene nominato il nuovo direttore dell'UCN, don Ivica Pazin, della diocesi di Djakovo.

Nuovi libri di testo - Nel 2003 viene pubblicato un nuovo Programma per l'insegnamento della religione cattolica nelle scuole elementari. E' in corso la ristrutturazione della materia di *etica* nelle medie con la conseguente preparazione di testi nuovi. Invece dello studio delle religioni, vengono introdotte le questioni sulla bioetica ecc.

L'anno 2003 viene inoltre segnato dall'edizione dei nuovi libri di testo per l'insegnamento della religione cattolica nelle scuole elementari e medie. Durante quest'ultima estate vengono pubblicati sette nuovi libri.

Per la scuola elementare vengono pubblicati:

- *Ucimo ljubiti Boga i ljude* (Impariamo ad amare Dio e gli uomini, I classe),
- *Rastimo u zahvalnosti* (Cresciamo in gratitudine, II classe),
- *Za stolom ljubavi i pomirenja* (Al tavolo dell'amore e della riconciliazione, III classe),
- *Ja sam put* (Io sono la via, V classe),
- *Pozvani na slobodu* (Chiamati alla libertà, VI classe),
- *Zajedno u ljubavi* (Insieme nell'amore, VII classe).

Per la scuola media viene pubblicato un libro di testo:

- *Trazitelji smisla* (Cercatori del senso, I classe).

Questi libri sono frutto di lavoro di cinque diverse équipes di autori, editi da tre case editrici. Il lavoro è organizzato e seguito dall'UCN a nome della CEC. Per ogni libro viene seguita la stessa procedura: una volta preparato il testo e debitamente ordinato in veste grafica viene presentato all'apposita Commissione dell'UCN (7 membri, coordinati dal dr. Ante Pavlovic, della diocesi di Mostar). Una volta ultimato il libro di testo secondo l'indicazione della Commissione, viene approvato dalla CEC e sottoposto quindi alla approvazione del Ministro della pubblica istruzione. Ogni libro di testo così approvato viene inserito nell'elenco ufficiale del Ministero di pubblica istruzione, alla pari dei libri di testo di tutte le altre materie scolastiche.

La figura dell'insegnante - Gli insegnanti di religione sono membri del Collegio dei professori della scuola ed hanno gli stessi diritti ed obblighi. Possono fungere anche da professori principali di una classe come pure essere direttori della scuola. Il voto finale dell'insegnamento religioso viene scritto nella pagella ed incide sul voto finale dell'alunno per quell'anno scolastico. Gli insegnanti di religione cattolica ricevono un apposito mandato dal proprio vescovo.

Attualmente esistono due Facoltà di teologia, in Zagreb e Split, le quali sono parti regolari delle rispettive università statali. Alla Facoltà di teologia di Zagreb sono affiliate le scuole superiori di teologia a Djakovo, Rijeka e Zadar. Presso la Facoltà di teologia di Zagreb esiste anche l'Istituto di catechistica, quadriennale. In tutte queste scuole come pure presso la Facoltà teologica dei gesuiti di Zagreb si preparano i futuri insegnanti di religione, i quali nel 2000 erano intorno a 2700 (46% sacerdoti, 14% suore, 40% laici).

Negli ultimi anni sono stati nominati dei tutori per gli insegnanti principianti, come pure degli insegnanti consiglieri ed ispettori. Gli insegnanti principianti alla fine del primo anno d'insegnamento devono superare un apposito esame statale. Ultimamente presso tutte le scuole si stanno costituendo i Consigli professionali degli insegnanti per le singole materie. Questo tipo di collaborazione esiste anche tra gli IdR. Generalmente si radunano tra venticinque e cinquanta insegnanti da diverse scuole su invito e coordinamento di un insegnante, nominato dal Ministero di pubblica istruzione su segnalazione dell'UCN.

Ad ogni insegnante di religione cattolica è raccomandata la partecipazione annuale a due incontri specializzati nella propria diocesi e ad un incontro a livello nazionale. Con il patrocinio dell'UCN ed in collaborazione con il Ministero per la pubblica istruzione ogni anno si organizzano due grandi "scuole" a livello nazionale di durata media di tre giorni per gli insegnanti di religione nelle scuole elementari (Zagreb, gennaio; Split, agosto) ed una per quelli delle medie (Split, agosto/settembre). Similmente vengono organizzate delle scuole per quelli degli altri settori: scuole materne, alunni con i bisogni particolare, catechesi parrocchiale.

Presso l'UCN esiste un gruppo di consiglieri per le diverse aree di insegnamento religioso cattoliche nelle scuole e della catechesi parrocchiale: le scuole materne, elementari, medie, per gli alunni con problemi particolari, per la catechesi parrocchiale, per la pastorale studentesca, per la formazione permanente, per l'editoria e le pubblicazioni. Per il coordinamento e le questioni particolari riguardanti l'insegnamento della religione cattolica esiste una Commissione mista della quale sono membri i rappresentanti della Conferenza episcopale e dell'UCN e del Ministero della pubblica istruzione. Questa Commissione si raduna semestralmente e quando ci siano questioni particolari riguardanti l'IRC. Suo scopo è di proporre soluzioni per le questioni particolari o quelle ordinarie su cui si è discusso.

Ultimamente è stata approvata una *nuova legge sulle comunità religiose e le religioni*. Sono in corso le trattative per intese con le diverse religioni e comunità religiose (Chiese ortodosse, protestanti, islamici, ebrei ecc.). Generalmente si cerca di sottoscrivere un accordo tra i rappresentanti di una Chiesa ed il Ministero di pubblica istruzione, dopo di che segue l'approvazione dei relativi programmi, libri di testo ecc.

Bibliografia essenziale

a) Riviste:

Kateheza (trimestrale, dal 1979), edita dal Katehetski salezijanski centar (Centro catechistico

salesiano), Zagreb. Internet (Indice+riassunti in lingua croata): <http://www.ksc.hr/kateheza.htm>

Katehetski glasnik (dal 1999, 2-3 numeri l'anno), edita dal Nacionalni katehetski ured Hrvatske biskupske konferencije (Ufficio catechistico nazionale della Conferenza episcopale croata), Zagreb. Internet (UCN; Indice+articoli in lingua croata): <http://www.nku.hbk.hr/>

b) Libri:

"Accordo tra la Santa Sede e la Repubblica di Croazia per le questioni giuridiche. Accordo tra la Santa Sede e la Repubblica di Croazia per la collaborazione in campo educativo e culturale", in: *Enchiridion dei concordati. Due secoli di storia dei rapporti Chiesa-Stato*, EDB, Bologna 2003.

GADZA Viktorija - Nikola MILANOVIC - Rudi PALOS - Mirjana VUCICA - Dusan VULETIC, *Trazitelji smisla*, Katehetski salezijanski centar, Zagreb 2003.

HOBLAJ Alojzije, *Kroatien*, in: N. METTE - F. RICKERS (Hrsg.), *Lexikon der Religionspädagogik*, Bd. 1, Neukirchener Verlag, Neukirchen-Vluyn 2001, 1128-1131.

HRVATSKA BISKUPSKA KONFERENCIJA, *Plan i program katolickoga vjeronauka u osnovnoj skoli*, Krscanska sadasnjost, Zagreb 1998.

HRVATSKA BISKUPSKA KONFERENCIJA, *Program katolickoga vjeronauka u osnovnoj skoli*, Krscanska sadasnjost, Zagreb 2003.

HRVATSKA BISKUPSKA KONFERENCIJA NACIONALNI KATEHETSKI URED, *Program nastave katolickoga vjeronauka za srednje skole*, Katehetski salezijanski centar, Zagreb 2002.

HRVATSKA BISKUPSKA KONFERENCIJA, *Zupna kateheza u obnovi zupne zajednice. Plan i program*, Hrvatski institut za liturgijski pastoral, Zagreb-Zadar 2000.

JAKSIC Josip et alii, *Rastimo u zahvalnosti*, Glas Koncila, Zagreb 2003.

JAKSIC Josip et alii, *Ucimo ljubiti Boga i ljude*, Glas Koncila, Zagreb 2003.

PALOS Rudi, *Religionsunterricht in Kroatien. Spiegelbild eines Jahrhunderts*, in: "Katechetische Blätter" 124(1999)5, 312-315.

PAZIN Ivica et alii, *Za stolom ljubavi i pomirenja*, Krscanska sadasnjost, Zagreb 2003.

PERIS Josip et alii, *Zajedno u ljubavi*, Krscanska sadasnjost, Zagreb 2003.

Program vjerskog odgoja predškolske djece u izvanobiteljskim uvjetima, Glas Koncila, Zagreb 1994.

RAZUM Ruzica et alii, *Pozvani na slobodu*, Krscanska sadasnjost, Zagreb 2003.

RAZUM Ruzica et alii, *Ja sam put*, Krscanska sadasnjost, Zagreb 2003.

SRAKIC Marin, *Zabrana skolskog vjeronauka u doba komunizma. Kratki prikaz na temelju povijesnih izvora s posebnim osvrtom na Republiku Hrvatsku i na podrucje Djakovacke i srijemske biskupije* (Divieto dell'insegnamento religioso nell'epoca comunista. Breve presentazione a seguito delle fonti storiche con particolare riferimento alla Repubblica di Croazia e al territorio delle diocesi di Djakovo e di Srijem), Katehetski salezijanski centar, Zagreb 2000.

[Rudi Paloš, direttore della rivista "Kateheza", Zagreb]

DEUTSCHLAND / Auf dem Weg zu einer „Religionspädagogik der Ästhetik“? - Zeichnet sich ein neuer Wechsel in der Zielrichtung ab? -

DE02 - Angeregt durch einen Artikel von R.Göllner¹² in der Zeitschrift „Religionspädagogik heute“¹³ möchte ich einigen Überlegungen nachgehen, wo unser Unterricht ansetzen sollte und was sein Ziel ist. Meine eigenen Religionslehrer in Grundschule und Gymnasium hätten sicher geantwortet: Es geht um die *Vermittlung von Glaubenswissen*. Wir mussten Glaubensinhalte unserem Gedächtnis einprägen und sie richtig wiedergeben können. Ziel war anscheinend, „Andersgläubigen“ Rede und Antwort stehen zu können. Alles klang nach *kontroverstheologischer Auseinandersetzung* im Kleinformat. Das „Medium“ war vor allem das *Gedächtnis* und sein Training. Natürlich bemühten sich unsere Lehrer auch, uns *verstehen* zu helfen, was mit den eingepprägten Wahrheiten gemeint war. Dass es mir gelegentlich gelang, dies auch zum Ausdruck zu bringen, wurde von meinem Reli-Lehrer als „theologische Begabung“ empfunden und ausdrücklich gelobt.

Auch das spätere Theologiestudium sprach vor allem den *Verstand* an. Bevor es so richtig los ging, waren zwei Jahre des Philosophiestudiums vorgeschaltet. Es ging um die eigene intellektuelle Glaubensfestigung und die Fähigkeit, argumentativ anderen Denkrichtungen begegnen zu können. Kant, Feuerbach, Marx, Freud und Nietzsche und die Nazi-Ideologie eines Biologismus waren die „Gegner“, mit denen es sich auseinander zusetzen galt. In den höheren Klassen des Gymnasiums war dies Bemühen auch im Religionsunterricht zu spüren.

Inzwischen hatte jedoch das Bedürfnis, sich von anderen abzugrenzen, dem Bemühen um Verstehen und theologische Annäherung und Aussöhnung Platz gemacht. Johannes XXIII., Paul VI. und das Zweite Vatikanische Konzil luden zum *Dialog* mit den anderen Zeitströmungen ein, die in ihren Grundanliegen auch als „Zeichen der Zeit“ verstanden

¹² „Von der Handlungswissenschaft zu einer Religionspädagogik der Ästhetik – Ein Paradigmenwechsel“. -Dr.Reinhard Göllner ist Professor für Religionspädagogik und Katechetik an der Katholisch-Theologischen Fakultät der Ruhr-Universität Bochum.

¹³ Dezernat Schulen und Hochschulen im Bischöflichen Ordinariat Mainz, 3/2003, (SS. 4-7).

werden können. Die Religionspädagogik hat sich dieses Bemühen in einem solchen Maß zu eigen gemacht, dass manchen von uns „Verwässerung der eigenen Inhalte“ vorgeworfen wird.

Nicht erst die Befreiungstheologie, die ihre stärksten Impulse ebenfalls im Zweiten Vatikanischen Konzil empfangen hat, stellte dem Bemühen um „Orthodoxie“ die Notwendigkeit der „Orthopraxie“ gegenüber: Wie kann Glaube echt sein, wenn er im Tun nicht sichtbar wird? Der Jakobusbrief bringt dies schon der urkirchlichen Gemeinde zu Bewusstsein. Das richtige Handeln, die *Ethik* (nicht die private Moral) nahm einen immer stärkeren Raum auch im Religionsunterricht und in der kirchlichen Jugendarbeit ein. Sie sahen sich daraufhin öfter dem Vorwurf ausgesetzt, dass dort „Sozialarbeit“ und „Politik“ stärker betont würde als der Glaube. Viele hätten geantwortet: Wenn unter Glaubensvermittlung die Einprägung von Glaubenswissen und seine verstandesmäßige Verarbeitung gemeint sein soll, dann entspricht dies nicht der Fragestellung unserer Zeit. Steht jetzt ein neuer „Paradigmenwechsel“ an? Heute haben wir es mit Kindern und Jugendlichen zu tun, von denen nur eine Minderheit aus einer lebendigen Glaubenstradition und einer kirchlichen Sozialisation kommt, dies umso mehr, wo wir im Religionsunterricht auch kirchlich gar nicht gebundene Schüler erreichen. Für sie spielen kontroverstheologische Fragen überhaupt keine Rolle. Auch für richtiges Handeln und gesellschaftliches Engagement müssen sie erst aufgeschlossen werden. Spaß oder Null-Bock stehen dem im Wege. Ihr Denken und Fühlen ist weitgehend von den Medien und der gängigen Jugendkultur geprägt.

Auf diesem Hintergrund ist das Bemühen um eine Religionspädagogik der *Ästhetik* zu verstehen¹⁴. Unter „Ästhetik“ ist hier nicht in erster Linie das Medium des Schönen gemeint. Schon seit mehreren Generationen wehren sich Künstler dagegen, nur über das Schöne das Empfinden der Menschen anzusprechen zu sollen. Es geht viel allgemeiner um die Kategorie der *Erfahrung*, des Angerührt-Seins, der Betroffenheit. Wen die Wirklichkeit des Religiösen nicht angesprochen, nicht angerührt hat, für den bleiben Verstandesargumente, Gedankenspiele und ethische Forderungen die Moralpredigt von „Gutmenschen“.

Über seine Gleichnisse, die die Welt ihrer Erfahrungen ansprechen, und die Wärme seiner Zuwendung öffnet Jesus die Menschen seiner Zeit für seine Botschaft und macht sie bereit zu seiner Nachfolge. Eine Reihe von Religionsbüchern und jetzt auch die neuen oder in Arbeit befindlichen Lehrpläne berücksichtigen diesen Ansatz und laden uns zu einer veränderten, ergänzenden Akzentsetzung ein.

[Lic.Th. Godehard Pünder, Mitarbeiter der Schulabt. im Bistum Dresden-Meißen]

¹⁴ Heft 4 (Juli 2003) der Katechetischen Blätter – Zeitschrift für Religionsunterricht, Gemeindekatechese, Kirchliche Jugendarbeit (Kösel-Verlag), herausgegeben vom Deutschen Katechetenverein e.V. und der Arbeitsstelle für Jugendseelsorge der Deutschen Bischofs-konferenz

Internetseiten zum Thema Bibel (zusammengestellt von Angelika Paintner)

<http://imjl.com/cwib/main.html>

Kinder aus 91 Ländern illustrieren das Alte Testament

<http://www.dbg.de>

Fragen und Antworten rund um die Bibel..

www.kirche-mit-kindern.de

Materialien für Kinderbibelwochen und Kinderbibeltage.

<http://www.dsp.at/rpi/werkstatt/index.htm>

Interessante Projekte zum Thema „Bibel“ an verschiedenen Schulen.

<http://www.rvz.uni-hamburg.de/+bo1AT/ug/pb/index.html>

„Planzen in der Bibel“, z.B. detaillierte Informationen zu Papyrus, Olivenbaum und Granatapfel.

<http://userpage.fu-berlin.de/~kusnik/rosenkranz/email/tiere.html>

„Tiere der Bibel“ mit Angabe der jeweiligen Bibelstelle.

http://wispor.de/wpx-bspr.htm#bibel_sprueche

Bibelsprüche und kostenfreier Informationsdienst.

<http://www.ekd.de/psalmen/index.html>

u.a. interaktives Rätsel. Fragen mit verschiedenem Schwierigkeitsgrad.

<http://www.ekd.de/paulus/index.html>

Online-Spiel über Leben und Wirken des heiligen Paulus.

<http://www.bibelausstellung.de>

Informationen zur Geschichte der Bibel bis zur heutigen Zeit.

<http://www.lehrer.uni-karlsruhe.de/~za2126/Quiz/index.html>

Quiz zur Entstehung der Bibel, zu Zeichen und Symbolen der Bibel und zur Geschichte Israels.

<http://www.2003dasjahrderbibel.de>

Ideen und Projekte von Gemeinden und Gruppen zum Thema Bibel und Termine von Veranstaltungen zur Bibel.

http://2003dasjahrderbibel.de/bibel_mehr/erste_hilfe.html

Aus: KONTAKT – Informationen zum Religionsunterricht im Bistum Augsburg – 1/2003 (S.38)

SVIZZERA /TICINO – La Chiesa evangelica del Ticino appoggia la proposta politica di un insegnamento religioso non confessionale, obbligatorio per tutti

CH01 – Lugano, giugno 2003 – Il Sinodo della CERT (Chiesa Evangelica Riformata del Ticino), nella sua seduta del 24 maggio 2003, preso atto delle proposte avanzate sul piano politico per la modifica dello statuto dell'istruzione religiosa nella scuola (IRS), esprime la propria posizione in materia.

Il Sinodo della CERT ritiene che la scuola resti il pilastro costitutivo della formazione alla cittadinanza e, in particolare, il principale luogo di confronto fra universi simbolico-religiosi diversi, potenzialmente conflittuali. È perciò opportuno che la scuola offra a tutti gli allievi gli elementi critici di lettura del fatto religioso nella pluralità delle sue manifestazioni affinché imparino a rispettare le diversità religiose in un orizzonte di pacificazione sociale. Dunque, il Sinodo della CERT si dichiara criticamente aperto alla proposta di un insegnamento obbligatorio di impostazione non confessionale, di cui lo Stato sia responsabile e garante.

Secondo il Sinodo della CERT, i criteri in base ai quali va strutturato l'IR sono i seguenti:

1. l'IR deve essere conforme agli scopi educativi della scuola pubblica;
2. l'IR deve dare agli allievi gli strumenti necessari per conoscere il fenomeno religioso nelle diverse forme storiche con cui esso si presenta;
3. l'IR deve rendere possibile la conoscenza delle diverse espressioni religiose.

Il Sinodo della CERT ritiene però indispensabile che sia garantita una laicità reale e piena del nuovo insegnamento. In tale prospettiva si auspica:

1. che lo Stato coinvolga tutte le parti interessate – non solo le Chiese riconosciute, ma anche altre entità religiose presenti nel Cantone – fin dalle discussioni preliminari, vista la grande importanza della tematica;
2. che la scelta dei docenti, la loro formazione, la vigilanza didattica, spettino allo Stato; le Chiese attualmente presenti nelle scuole e altre comunità religiose siano consultate per la definizione dei programmi e la scelta del materiale didattico;
3. che per l'insegnamento nelle scuole medie, medie superiori e professionali la preferenza sia data ai candidati in possesso di un titolo di studio universitario nell'ambito delle scienze delle religioni;
4. che i docenti attualmente incaricati dei corsi confessionali di religione continuino l'insegnamento a condizione di avere seguito corsi di riqualificazione organizzati e finanziati dallo Stato.

Il Sinodo della CERT, inoltre, ritiene che la complessità della riforma ne imponga un'attuazione graduale nei diversi ordini di scuola. [fonte: *Dialoghi di riflessione cristiana*, n.177, giugno 2003]